

60 milliards de raisons de soutenir les associations.

Il y a des mots qui font le travail à la place de la démonstration. « Engloutis » en est un.

En choisissant, il y a quelques semaines, ce registre pour évoquer 60 milliards d'euros de financements publics au monde associatif, des journalistes installent plus qu'un soupçon. Ils suggèrent un gouffre, une disparition, de l'argent dont nul ne reverra la couleur. Certains vont même jusqu'à dire que cet argent serait un manque à gagner pour les ménages français.

Faisons l'expérience de pensée jusqu'au bout. À quoi ressemblerait une France sans association ?

Pas de crèche associative pour deux enfants sur dix. Pas de centre de loisirs dans le quartier ou la commune, pas de périscolaire, pas de centre social, pas d'aide aux devoirs, pas d'atelier français langue étrangère. Pas de mission locale pour orienter et accompagner les jeunes. Pas de Restos du Cœur, pas de Secours populaire, pas de banque alimentaire. Pas d'aide aux vacances pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens de partir, pas de colos, pas de classe de découverte.

Pas d'ESAT, donc plus de travail adapté pour des dizaines de milliers de travailleur·euses en situation de handicap. Pas de chantier d'insertion. Pas de protection de l'enfance déléguée, alors que l'essentiel des foyers et des services sont associatifs. Pas d'aide aux victimes de violence. Pas d'association de médiation.

Pas de sport pour seize millions de licencié·es. Pas d'école de musique, pas de troupe de théâtre amateur, pas de chorale, pas de comité des fêtes, pas de fanfare, pas de festival, pas de fête de quartier. Pas de club du troisième âge, pas d'amicale des ancien·es, pas d'association de parents d'élèves. Pas de SNSM pour aller chercher les plaisanciers en perdition. Pas de Croix-Rouge ni de Protection civile sur les catastrophes. Pas de bénévoles aux Jeux Olympiques...

Une France où il ne se passerait rien, sauf pour celles et ceux qui ont les moyens de payer.

C'est là, la vraie valeur du monde associatif. Dans ce qu'il produit et que personne ne facture : l'engagement de plus d'une douzaine de millions de bénévoles régulier·ères, du lien et de la cohésion sociale, des réponses que l'État et les collectivités seules ne peuvent apporter. Supprimer cette ligne budgétaire ne serait pas une économie et encore moins du courage, ce serait une folie destructrice.

Maurice BERTHIAU

Vice-président délégué à la Citoyenneté et vie associative